

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)68 6 juin 2007¹



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Committee of Ministers
Comité des Ministres

998 Réunion, 13 juin 2007

4 Droits de l'Homme

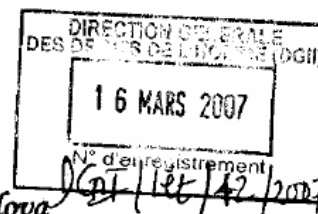
4.1 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Moldova

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 998^e réunion des Délégués des Ministres (13 juin 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)998/4.1).



*Représentation Permanente de la République de Moldova
auprès du Conseil de l'Europe*



GM
CC: PB/NB
NS
CGi

N° CE – 022 / 2007

Strasbourg, le 15 mars 2007

Monsieur le Directeur Général,

Suite à la demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, j'ai l'honneur de Vous faire parvenir la liste des trois candidats à la fonction de juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, sélectionnés par le Gouvernement de la République de Moldova.

Les noms des candidats sont présentés en ordre alphabétique:

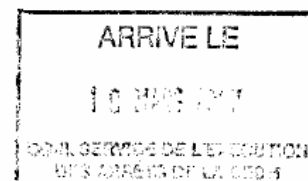
1. **Victoria IFTODI**
2. **Victor ORINDAS**
3. **Lilia VASILEVICI**

Les curriculum vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont attachés à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'expression de ma considération distinguée.

A. Neguta
Andrei NEGUTA
Représentant Permanent

Monsieur Philippe BOILLAT
Directeur Général
DG II – Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe



Représentation Permanente de la République de Moldova
16, Allée Spach
67000, Strasbourg

Tél.: +33 (0)3 88 36 55 64
Fax: +33 (0)3 88 36 48 96
E-mail: moldova.rpce@noos.fr

CURRICULUM VITAE
Victoria IFTODI

I. Etat civil

Nom Prénom : IFTODI Victoria
 Sexe : féminin
 Date et lieu de naissance : 13 janvier 1969, Lalova (Rezina), République de Moldova
 Nationalité : moldave

Coordonnées :

1 rue de Sfax, 16^e arrondissement, Paris, France
 tel: +33 (0) 1 40 67 79 17 - GSM: + 33 (0) 6 22 63 89 42 - fax: +33 (0) 1 40 67 11 23
 méI: ambassadeur.moldavie@wanadoo.fr

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

sept. 1988 — juin 1993 Faculté de Droit, spécialité Droit International, Université d'Etat de Moldova ; diplôme obtenu – Licence en Droit (équivalent Bac + 4), mention excellence

sept. 1984 – juin 1988 Collège Pédagogique, Orhei, République de Moldova; diplôme d'enseignante des classes primaires, mention d'excellence

1994 — 2006 Participation à des cours, stages et conférences de formation professionnelle continue et spécialisation en Italie, France, Roumanie.

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités juridiques non judiciaires*

Depuis sept. 2006 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Moldova dans la République Française, Délégué permanent é l'UNESCO et l'Union Latine, Représentant spécial du Président de la République de Moldova au Conseil Permanent de la Francophonie

Juill. 2004 - sept. 2006 Ministre de la Justice
 Nov. 2003 - juill. 2004 Premier Vice-ministre de la Justice
 Mars - nov. 2003 Vice-ministre de la Justice
 Mars 1994 - mars 2003 Notaire, Chisinau
 Janv. - mars 1994 Spécialiste principal, Direction notariat et barreau, Ministère de la Justice
 Août 1993 - janv. 1994 1994 Notaire, Chisinau

b. Description des activités professionnelles non juridiques

fév. 2004 – sept 2006 : Responsable de la part du Gouvernement dans le Réseau francophone des structures gouvernementales chargées des droits de l'Homme dans l'espace francophone (Organisation Internationale de la Francophonie), visant le soutien et la concertation des Etats dans l'oeuvre de consolidation de la paix, de la démocratie et des droits de l'Homme.

juill. 2004 – sept 2006 : Membre du Gouvernement
 Membre du Présidium du Gouvernement (comité directeur du Gouvernement, dont les membres sont le premier ministre, les vice-premier ministres et le ministre de la justice, et qui organise l'activité intérieure du Gouvernement).

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

juill. 2004 – sept. 2006

Ministre de la justice, coordination du domaine des droits de l'Homme et de la réforme de la justice, en particulier le suivi de l'activité des sous divisions chargées de la coopération internationale et de la représentation du Gouvernement devant la CEDH.

mai — sept. 2006

Président de la Commission gouvernementale pour les problèmes des victimes des répressions politiques, visant la promotion de la politique de l'Etat dans le domaine de la réhabilitation des victimes des répressions politiques et l'analyse des problèmes surgis dans le processus de mise en application des actes normatifs en la matière, ainsi que l'identification des solutions aux problèmes des victimes des répressions politiques et la mise en oeuvre des plans d'actions visant leur protection et réinsertion sociale.

août 2005 — sept. 2006

Membre de la Commission nationale pour l'élaboration et l'implémentation du Plan Individuel d'Actions du Partenariat République de Moldova-OTAN, en particulier responsable pour le volet des réformes démocratiques, droits de l'Homme, l'Etat de Droit, la lutte contre la corruption.

juin 2005 — sept. 2006

Membre du Groupe interministériel pour le suivi de l'implémentation du Programme commun de la Commission Européenne et du Conseil de l'Europe pour le soutien des réformes démocratiques dans la République de Moldova pour les années 2004-2006, en particulier responsable pour le volet Démocratie et Suprématie de la Loi, droits de l'Homme et libertés fondamentales.

janv. 2005 — sept. 2006

Vice-président de la Commission gouvernementale permanente pour l'organisation de l'exécution des arrêts définitifs de la CEDH contre la République de Moldova.

juill. 2004 — sept. 2006

Vice-président du Conseil du Centre coordinateur d'adaptation sociale des personnes libérées des lieux de détention, visant à assurer l'organisation du processus de réinsertion sociale, la mise en place des programmes éducatifs et du suivi de la conduite des personnes ayant purgé une peine privative de liberté.

janv. 2004—sept. 2006

Membre du Comité coordinateur pour l'élaboration et l'implémentation du Plan National d'Actions dans le domaine des Droits de l'Homme pour les années 2004-2008, visant à assurer la mise en place d'une politique et d'une stratégie unique des institutions étatiques et de la société civile en vue d'améliorer la situation des droits de l'Homme.

nov. 2003 — juill. 2004

Président du Comité coordinateur permanent pour l'élaboration des rapports et des réponses du Gouvernement de la République de Moldova suite aux visites du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains.

sept. 2003 — sept. 2006

Président de la Commission pour les problèmes concernant la citoyenneté et l'octroi de l'asile politique, auprès du Président de la République de Moldova.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

depuis septembre 2006 Ambassadeur

Juill.2004 – sept 2006 Ministre de la Justice

nov.2003 - Juill.2004 Premier Vice-ministre de la Justice

mars – nov. 2003 Vice-ministre de la Justice

janv – mars 1994 Spécialiste principal, Ministère de la Justice

b. *Mandats électifs*

Aucun.

c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

Aucune.

VI. Autres activités

- 2003-2004 : membre du Comité Européen de Coopération Juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe.
- 2003-2004 : membre des Commissions CAUE et CAEM de l'Union internationale du Notariat Latin.
- juill. 2004-sept 2006 : membre du Conseil Supérieur de la Magistrature, l'organe de l'auto administration judiciaire visant à organiser le fonctionnement du système judiciaire, notamment par des compétences dans le domaine de la proposition à la nomination, la promotion, le transfèrement et le licenciement des juges, ainsi que des compétences en vue d'assurer le respect de la discipline et de l'éthique des juges et des compétences dans l'organisation de la formation initiale et continue des juges.
- avril -sept 2006 : membre de la Commission gouvernementale pour la réforme de l'administration publique centrale.
- fév. - sept 2006 : membre de la Commission centrale pour le contrôle des déclarations de revenu et de propriété.
- janv. -sept 2006 : membre de la Commission nationale pour l'élaboration du Concept de la politique extérieure de la République de Moldova, visant l'amélioration de la base juridique de la politique d'intégration européenne.
- déc.2005 -sept. 2006 : membre de la Commission pour l'élaboration du Concept de la Sécurité nationale de la République de Moldova.
- déc. 2005 -sept. 2006 : membre du Conseil permanent pour le suivi du développement du secteur financier.
- juill. 2004 -sept. 2006 : membre de la Commission nationale pour l'intégration européenne, visant l'élaboration et la réalisation des stratégies et plans d'actions en relation avec la réalisation de la politique d'intégration européenne, en particulier les volets Dialogue politique et réformes et Justice et affaires intérieure du Plan d'Actions République de Moldova-Union Européenne pour les années 2005-2007 (coordination du Comité interministériel pour les problèmes de droit et sécurité).
- juill. 2004 -sept. 2006 : membre du Conseil de coopération entre la République de Moldova et l'Union Européenne.
- juin -juill. 2004 : président du groupe de travail pour la mise en conformité des dispositions légales avec celles de la Constitution.
- avril 2004 - sept 2006 : membre de la Commission gouvernementale pour le suivi du processus d'élaboration et d'implémentation du système informationnel automatique « Le registre d'Etat des unités de droit ».
- mars 2003 -sept.2006 : membre du Comité national pour l'assistance extérieure accordée à la République de Moldova, visant à assurer la corrélation des contenus des programmes d'assistance extérieure pour le développement socio-

économique de la République de Moldova, et le suivi des programmes d'assistance extérieure signés au nom du Gouvernement de la République de Moldova.

1998 -2001 : membre de la Commission du Ministère de la Justice pour l'examen de qualification dans la profession de notaire.

sept 1996 -juin 1998 : enseignante à l'Université d'Etat de Moldova, Faculté de Droit, spécialité Droit civil (activité exercée en cumul).

VII. Travaux et publications

Interventions clans le cadre des conférences et séminaires internationaux concernant la réforme de droit, y compris dans le domaine des droits de l'Homme.

Participation dans le cadre des groupes de travail pour l'élaboration et de l'harmonisation des actes normatifs dans le domaine de la justice, y compris en matière des droits et des libertés fondamentaux.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Moldave et Roumain	x			x			x		
b. Langues officielles									
Anglais			x			x			x
Français	x			x			x		
c. Autres langues									
Russe	x			x			x		
Italien	x			x			x		

IX. Autres éléments pertinents

En tant que ministre de la justice, j'ai assuré notamment la coordination de la réalisation de la politique de l'Etat dans le domaine de la justice, notamment la coordination de l'activité liée à la réalisation de la réforme judiciaire et de droit, visant à assurer le respect des droits et intérêts légitimes des personnes et l'exécution des décisions judiciaires et des sanctions pénales, l'élaboration et l'harmonisation de la législation avec les recommandations du Conseil de l'Europe et la législation communautaire, y compris en matière des droits fondamentaux.

J'ai également coordonné la représentation du Gouvernement devant la CEDH, en assurant l'activité de l'agent du Gouvernement devant la CEDH, en veillant à la l'exécution des arrêts et décisions prononcés par la CEDH à l'égard de la République de Moldova, et en prenant les mesures nécessaires afin d'éviter de nouvelles violations de la Convention. Une Commission gouvernementale pour le suivi de l'exécution des arrêts et décisions de la CEDH a été créée, dont j'ai assuré notamment la vice-présidence. Dans le cadre d'un suivi continu de mise en conformité de la législation nationale à la Convention, à chaque fois que la condamnation de la République de Moldova a été déterminée par une réglementation contraire aux exigences de la Convention, des amendements ont été proposés.

Pendant mon mandat au sein du Ministère de la Justice, la Moldavie a enregistré des progrès notables dans le domaine de l'exécution des décisions judiciaires, qui constitue une garantie indispensable de l'efficacité de l'acte de justice.

Des progrès notables ont été obtenus en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme dans le cadre des institutions pénitentiaires et de détention provisoire. Ainsi, suite à des visites du CPT, le Ministère de la Justice a rédigé les Réponses du Gouvernement aux rapports CPT et suivi la mise en oeuvre de ses recommandations. Quoique il en reste encore beaucoup à faire, les progrès ont été signalés par le CPT même.

La coopération avec les organismes internationaux a été intensifiée, en particulier avec le Conseil de l'Europe (dans le cadre de l'activité de monitoring de la République de Moldova en vue de l'harmonisation du droit national aux exigences de la Convention Européenne des Droits de l'Homme), l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, ainsi que l'Union Européenne pour assurer la conformité des lois et pratiques nationales dans le domaine des droits de l'Homme avec les standards internationaux pertinents.

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Victor ORINDAS

I. Etat civil

Nom, prénom	Victor Orîndas
Sexe	masculin
Date et lieu de naissance	25 février 1969, Briceni, République de Moldova.
Nationalité	moldave

II. Etudes, diplômes universitaires et autres qualifications

2003	Université d'Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova, Docteur en droit.
2000	Université d'Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova, Master en droit, spécialisation : droit public.
1997	Enseignements spécialisés et recherches sur la protection des droits civils et la réforme du système judiciaire, Institut national de justice, Washington DC, États-Unis.
1995	Enseignements spécialisés et recherches sur la protection des droits et des libertés civils, Université Etat de Floride, Tallahassee, États-Unis. Parrainé par l'association du barreau américain, Initiative juridique en Europe centrale et Europe de l'est.
1989-1994	Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova, diplôme, moyenne générale 9,4/10, spécialisation : droit international.
1976-1986	École spécialisée de mathématiques de la ville de Lipcani, district de Briceni, République de Moldova – Médaille d'argent pour les résultats scolaires.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

2003- à aujourd'hui – Juge au tribunal économique du district de Chisinau, Chisinau, République de Moldova.
Examen et règlement de différents litiges commerciaux.

b. Activités juridiques non judiciaires

2003- à aujourd'hui – Professeur à temps partiel de droit des affaires, Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau. République de Moldova.

2003- à aujourd'hui – Professeur à temps partiel de procédure pénale américaine, Université Etat de Moldova, Département des langues étrangères, Division des études américaines, Chisinau, République de Moldova.

2003- à aujourd'hui – Professeur à temps partiel de droit civil, Université européenne de Moldova, Chisinau, République de Moldova.

1997-2003 Professeur à plein temps de procédure pénale à l'Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova.

1997-2003 Avocat diplômé, Chisinau, République de Moldova. Spécialisation : droit pénal, civil et administratif.

1998-2000 Juriste à l'Institut de Management Est-Ouest, Centre pour la réforme des entreprises privées, Chisinau, République de Moldova. Conseils juridiques

sur la privatisation des actifs des entreprises publiques et collectives ainsi que sur l'investissement et la création d'entreprises commerciales.

- 1996-1997 Conseiller principal du Procureur général de la République de Moldova en matière de droit interethnique et international, Chisinau, République de Moldova. Enquêtes sur les infractions commises par des membres de missions diplomatiques moldaves et les infractions impliquant la violation des droits des minorités ethniques. Examen des plaintes concernant la violation des droits des minorités ethniques.
- 1994-1996 Substitut du procureur au ministère public du district de Ciocana, Chisinau, République de Moldova

c. Activités professionnelles non juridiques

- 2002-2003 Tuteur au département de droit de l'Université Etat de Moldova, Département de droit, Chisinau, République de Moldova. Assistance parajuridique aux personnes qui ne disposent pas de ressources financières suffisantes ou qui pour d'autres raisons n'ont pas accès aux conseils juridiques d'un avocat diplômé, notamment aux femmes concernées par des affaires de droit familial et aux détenus du pénitencier de Cricovia.
- 2000-2002 Universitaire/Consultant régional pour le Projet d'éducation civique, Chisinau, République de Moldova (parrainé par l'Université Yale, États-Unis). Assistance universitaire et consultation sur la réforme de l'enseignement supérieur, développement de programmes d'études et méthodologie d'enseignement du droit et recherche dans des universités moldaves.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

La protection des droits de l'homme a été ma principale activité professionnelle pendant 13 ans.

En tant que juge commercial, je défends les droits des citoyens à la propriété.

En tant qu'avocat de la défense, j'ai représenté un nombre important de clients dans des affaires pénales en Moldova et en Ukraine. Ces affaires concernaient l'application ou la défense de certains droits comme :

- Le droit à un procès équitable et le droit de ne pas s'auto-incriminer, prévu à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) ;
- Le droit au respect de la vie privée, prévu à l'article 8 de la CEDH ;
- Le droit à la propriété, prévu à l'article 1 du Protocole n°1 de la CEDH ;
- L'égalité entre époux, prévue à l'article 5 du Protocole n°7 de la CEDH.

En tant que procureur, j'étais chargé de contrôler le respect par les autorités locales et les officiers de police des droits de l'homme et des libertés, comme :

- Le droit de l'accusé d'être informé, dans le plus court délai, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui, prévu à l'article 6 de la CEDH ;
- Le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge, prévu à l'article 6 de la CEDH ;
- Droit à la liberté et à la sûreté, prévu à l'article 5 de la CEDH.

En tant que tuteur de la clinique juridique, j'ai aidé les étudiants à donner des conseils juridiques aux détenus du pénitencier de Cricova concernant leurs droits, comme :

- Le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, prévu à l'article 3 de la CEDH ;
- Le droit de ne pas être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire, prévu à l'article 4 de la CEDH.

En tant que professeur de droit, je m'efforce d'enseigner le droit à mes étudiants dans le respect des droits de l'homme et des libertés et l'intolérance envers leur violation.

V. Activités publiques

- a. Postes dans la fonction publique - néant
- b. Mandats électifs - néant
- c. Fonctions exercées au sein d'un parti politique ou d'un mouvement - néant

VI. Autres activités

Membre de l'Association des juges de la République de Moldova.
Participation aux activités du « Moldova Alumni Resource Center », créé par l'Ambassade américaine de Chisinau pour les anciens étudiants moldaves des universités américaines.

VII. Publications et autres travaux

Pendant ma carrière universitaire, j'ai écrit et publié plus de 25 articles scientifiques et livres sur des questions juridiques. Les plus importants sont énumérés ci-dessous :

1. Criminal Procedure (course book), Moldova State University, Chisinau, 2001.
2. Doctoral thesis „Pre-trial release on bail in the system of preventive measures”, Chisinau, 2003.
3. Criminal Procedure, Special Part (course notes), Stefan Cel Mare Police Academy, Chisinau, 2004.
4. Criminal Prosecution (course notes), Stefan Cel Mare Police Academy, Chisinau, 2005.
5. Right to due process in the light of the European Convention of Human Rights, Scientific Yearly Book of Moldova State University, Issue V, Vol. 1, Chisinau, 2004, p. 143-145.
6. Moldovan Criminal Justice System: Criminal Prosecution, Current Practices and Proposed Reform, University of Dayton Law Review, Volume 27, Fall 2001, #1.
7. Types of pre-trial release on bail as a preventive measure in criminal proceedings. Scientific Yearly Book of Moldova State University, Vol. 1, Chisinau, 2002.
8. Judicial control and prosecutor supervision over legality of application of preventive measures during criminal proceedings, National Law Journal, 2001, #7.

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Moldave	x			x			x		
b. Langues officielles									
Anglais	x			x			x		
Français			x			x			x
c. Autres langues									
Russe	x			x			x		

IX. Autres informations pertinentes

Connaissances informatiques : Word et Internet Explorer.

X. Veuillez confirmer que vous résidez en permanence à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour.

Je confirme que je résiderai en permanence à Strasbourg si je suis élu juge.

CURRICULUM VITAE
Lilia VASILEVICI

I. Etat civil

Nom, prénom	Vasilevici Lilia
Sexe	féminin
Date et lieu de naissance	11.01.1967 à Chisinau
Nationalité(s)	moldave
Mariée.	

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Diplôme de juriste de la faculté de droit de l'Université d'Etat de Moldova (1992);

Certificat de participation au séminaire d'instruction pour les juges: « Convention européenne des Droits de l'Homme », organisé par le Conseil de l'Europe en collaboration avec le Centre de Perfectionnement des Cadres de Ministère de la Justice de la République de Moldova ; Chisinau, Rép. Moldova, mai 2006 ;

Cours d'instruction : « La création de l'unité d'administration des tribunaux », organise par l'Institut SILI, Praga ; octobre 2005 ;

Séminaire d'instruction « Article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme », organisé par le Conseil de L'Europe avec le Ministère de la Justice de la République de Moldova ; Chisinau, Rép. Moldova, novembre 2005 ;

Séminaire « Les standards européens et la liberté d'expression en Moldova », organisé par le Centre Indépendant de Journalisme ; Chisinau, Rép. Moldova, 2004 ;

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

Juge au tribunal de première instance (depuis 09 octobre 1996 jusqu'a présent) ;

Au tribunal de première instance n'existe pas une spécialisation stricte de juges, exceptions les juges d'instruction. Donc, dans ma qualité de juge de première instance j'examine des causes pénales, civiles, administratives. Dans le cadre d'examen des causes qui s'attribues aux domaines tellement différents, tant de la matière pénale que de la celle civile, j'applique dans leurs solution la législation respective nationale et les instruments pertinents internationaux.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Président de tribunal de première instance - avril 2002 - décembre 2006 (sect. Centre, Chisinau). Dans cette qualité j'étais chargée avec des fonctions administratives de dirigeant de l'instance judiciaire, organisation du travail des juges, représentation de l'instance envers des autres autorités, et des autres attributions qui entrent dans la compétence du Président de l'instance.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Coordination de la part du Tribunal sect. Centru du projet pilot sur l'implémentation du travail non rémunéré dans le bénéfice de la société en qualité de peine alternative à l'emprisonnement au Tribunal de sect. Centre, dans le cadre de la réforme de la justice pénale, en collaboration avec l'Institut de Reforme Pénale et UNICEF.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En qualité de juge c'était impossible d'examiner des affaires, soit civiles ou pénales, sans veiller à leur stricte conformité avec les standards établis dans le domaine de droit de l'homme. Notamment, j'ai eu l'opportunité d'appliquer et d'invoquer dans mes jugements plusieurs fois directement les normes de la Convention (CEDH), en particulier les art. 6 et 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, dans des situations quand la législation nationale n'était pas explicite sur les droits des requérants.

V. Activités publiques

- a. *Postes dans la fonction publique –*
- b. *Mandats électifs –*
- c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique -*

VI. Autres activités

- a. *Domaine juridique*
- b. *Durée 1985 - 1996*
- c. *Fonctions :*

Conseiller supérieur dans la section d'examen des contestations sur les causes civiles en ordre de recours a la Cour Suprême de Moldova (01.09.1994 - 09.10.1996)

Greffier au Tribunal de première instance (11.03.1985 - 09.12.1991 ; 02.03.1993 - 01.09.1994) ;

Conseiller juridique dans le cadre d'une firme de commerce (09.12.1991 - 11.02.1993).

VII. Travaux et publications

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
Moldave	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais			X			X			X
Français	X				X			X	
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

IX. Autres éléments pertinents

Utilisation de l'ordinateur dans le travail quotidien.

X. Veuillez confirmer que vous vous Installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Je confirme que je vais m'installer à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.